

ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

Dispositif sécuritaire dans les établissements : déjà des problèmes de salaires ?

DE Mandela à Léon-Mba en passant par Bessieux ou Sainte-Marie, rien ne laisse percevoir qu'une activité de recherche d'objets dangereux dans les sacs des apprenants s'y déroule chaque matin. Une situation qui serait due à la lassitude des agents qui n'auraient pas perçu leurs émoluments depuis le début de l'année scolaire. Pourtant, leur travail est bien salvateur au moment où les violences en milieu scolaire semblent croître et où les mœurs sont mises à rude épreuve.

Line R. ALOMO
Libreville/Gabon

LYCEE d'Application Nelson-Mandela, il est 7 h 23 ce jour-là. Deux agents de sécurité scolaire, reconnaissables à leurs chasubles orange et vert fluo sont en "faction". Sous le préau à côté du portail, ils semblent filtrer l'entrée des élèves à la queue leu leu ou, plutôt, au port des bavettes par les apprenants. À aucun moment, un sac n'est fouillé.

Renseignement pris, la fouille n'est pas journalière, mais plutôt périodique et très souvent inopinée. "Si on le fait chaque jour, ces petits malins vont vite développer des stratégies pour passer leurs objets illicites entre les mailles du filet. Et quelquefois aussi, on pioche au hasard, un enfant suspect qui a attiré l'attention par un comportement suspect", souffle un agent. Théo, élève en classe de 5e, se rappelle bien qu'une ou deux fois on a fouillé leurs sacs à l'entrée. Des indiscretions indiquent toutefois qu'on a souvent trouvé des couteaux et même du chanvre en possession des élèves. "Mais aucune sanction n'a suivi pour l'enfant parce qu'étant celui d'untel... des situations qui découragent." Côté collège Bessieux. Sous le préau du lycée, de nombreux élèves, visiblement retardataires ou ayant cours à la prochaine heure ont le nez plongé dans les cahiers. Un agent des forces de l'ordre à leur côté. Ici, les apprenants ne se souviennent pas que

leurs sacs ait jamais été fouillés depuis le début de l'année scolaire.

Au collège Sainte-Marie, c'est une élève, Christiane en classe de Tle, qui donne la même information. "Je ne me souviens pas de la fouille des sacs dans mon école depuis que l'année a démarré."

Pourtant la fouille fait du bien à la sécurité des élèves si on s'en tient aux produits interceptés dans leurs sacs, toujours selon le communiqué du 17 janvier : "armes blanches (couteaux, ciseaux à bouts pointus, etc.); tournevis et crochets; chanvre, cannabis et Tramadol (kobolo); bouteilles d'alcool."

sans. "On peut sauter un jour ou deux sans le faire." Au lycée Mba, les élèves font peut-être la queue pour les gestes barrières, mais pour la fouille, ce n'est pas pour le matin du passage des

équipes de "L'Union". Pourtant, il y a bien dans la cour, trois auxiliaires de sécurité scolaire. La plupart sont absents, faute, apprend-on, d'argent de transport pour rallier le complexe scolaire. En temps normal, indique l'un de ces agents, ils font la fouille des sacs très tôt le matin et même sur le corps. "On a souvent retrouvé des couteaux, des ciseaux à bouts pointus et une fois même un élève avait du chanvre dans sa bavette. On fait également des rondes dans les salles de classe et les couloirs. Sinon pour le moment ça va, c'est plutôt tranquille."

QUESTION DE MOTIVATION
• Au-delà des fouilles, les agents de sécurité scolaire s'assurent aussi qu'il n'y a pas d'attroupe-ment dans l'enceinte de l'école. Mais, parce qu'il y a un "mais", les agents n'ont pas perçu leur salaire depuis novembre 2020. Ceci expliquerait-il cela ?

Il y a fort à parier que oui. Car, ici, il devrait y avoir 23 agents de ce type. On comprend donc cette portion congrue à notre passage. Tant, sans motivation, il est difficile de convaincre un travailleur d'aller à son lieu de service.

Pourtant l'année scolaire passée, à l'entame du projet de sécurisation des écoles par les civils et autres militaires et gendarmes retraités, "les salaires payés l'étaient en temps et en heure." Normal, ils étaient supportés par l'association des parents d'élèves. Cette année, c'est à la charge du ministère de tutelle. Et depuis novembre 2020, date de la ren-



Photo: L.R.A.

Au Lycée d'Application Nelson Mandela, pas d'opération de fouille de

trée scolaire sous Covid-19, les agents n'ont pas perçu un seul kopeck de leur maigre pitance. Sont-ce ces impayés de salaires qui justifient la présence de si peu d'agents dans les établissements où nos équipes sont passées ? Tout porte à croire que oui. Tant sous le sceau de l'anonymat, un chef d'établissement a lui aussi souligné que de moins en moins d'auxiliaires de sécurité arrivent pour la fouille au matin du fait d'un contentieux né entre l'État et eux pour leurs émoluments non perçus depuis le début de l'année scolaire. "Nous sommes même obligés à titre personnel de leur venir en aide avec un 1 000 francs ou un 2 000."

Une situation bien incongrue tant en date du 17 janvier, un

communiqué du ministère de l'Éducation nationale indique que "des auxiliaires de sécurité sont progressivement déployés depuis le 9 novembre 2020..." Sauf qu'on en est déjà à des contentieux alors que le processus n'a même pas terminé de se mettre en place.

Pourtant la fouille fait du bien à la sécurité des élèves si on s'en tient aux produits interceptés dans leurs sacs, toujours selon le communiqué du 17 janvier : "armes blanches (couteaux, ciseaux à bouts pointus, etc.); tournevis et crochets; chanvre, cannabis et Tramadol (kobolo); bouteilles d'alcool."

Alors pourquoi ne paie-t-on pas ceux qui aident à juguler les violences ?

magazine.union@sonapresse.com



s sacs ce matin.

Doux paradoxe ?



Photo: L.R.A.

L.R.A.
Libreville/Gabon

DANS le communiqué du 17 janvier dernier, la tutelle (entendu le ministère de l'Éducation nationale) "note avec gravité la persistance d'actes de violences entre élèves aux abords des établissements scolaires".

Si elle est déjà aux abords des établissements scolaires, il y a fort à parier qu'elle est déjà à l'intérieur des écoles aussi. Alors, ce traitement avec peu d'égard de ceux censés aider à assurer la sécurité dans ces écoles laisse songeur. Mieux, plus loin dans le même communiqué, le ministère "informe la communauté éducative de sa détermination à sévir légalement contre ces dérapages préoccupants qui menacent le climat social et la conduite paisible de l'année académique

jusqu'à son terme".

Le ministère a-t-il pensé à comment fera la communauté éducative pour mettre la main sur les auteurs de troubles si elle ne reçoit plus l'appui des auxiliaires de sécurité commis à la tâche de fouilles et autres? Pis, lorsque le ministère annonce l'intensification des actions déjà mises en œuvre dans les établissements scolaires et pense à la poursuite des opérations régulières de contrôles dans tous les établissements scolaires chaque matin et le déroulement périodique des activités de fouilles, sur qui compte-t-il pour mener à bien cette tâche?

Tout cela a bien les allures d'un doux paradoxe que la tutelle se doit de clarifier. Sinon, ce projet louable de lutte contre les violences en milieu scolaire pourrait connaître des fortunes diverses.

Salaires des auxiliaires de sécurité : ça coince à quel niveau ?

L.R.A.
Libreville/Gabon

"C'EST ridicule quand tu dis à ta femme que tu pars au boulot, mais depuis deux mois tu ne ramènes pas de salaire à la maison. Et on a aucune communication du ministère sur la question", se lamente un auxiliaire de sécurité en service au Lycée national Léon-Mba. On en est donc là. À peine deux mois de cours et déjà des agents

sans salaires et partant sans motivation. Que se passe-t-il dès lors avec les paies de ces aides à la sécurité des élèves dans les écoles? Au ministère de l'Éducation nationale, où étant et parlant au secrétaire général de cette administration, l'homme oppose aux équipes de L'Union le respect des procédures : obligation de passer d'abord par le service communication. Lui seul serait habilité à désigner le porteur de la parole en cas de sollicitation de la presse. Même si cela im-

pose un protocole inutile pour une question aussi importante que les émoluments des auxiliaires de sécurité. Mais rien à faire. Le SG signe et persiste : "C'est la procédure".

Au service communication, autre réponse laconique : "on vous revient très vite". Au moment de notre bouclage, nous continuons d'attendre que les uns et les autres reviennent vers L'Union pour dire si les agents de sécurité passeront bientôt à la caisse afin de retrouver un peu

d'entrain au travail de fouille ô combien salutaire pour les élèves.

Mais on ne peut manquer de souligner une frilosité des uns et des autres qui laisse perplexe. Car, si personne ne veut prendre la responsabilité de communiquer, de rassurer les agents, de donner des délais d'attente et même de résolution de leur situation, n'y a-t-il pas risque que les efforts du ministère pour résorber les violences en milieu scolaires deviennent sans effet?

Photo: L.R.A.

